

Ce que je souhaite voir rajouté à la base commune à partir de laquelle les communistes débattront lors de leur Congrès des 23 et 24 novembre.

A introduire point 3-3

Ouvrir la porte au communisme dans la production et le travail.

Le pouvoir de décider ce qui est produit, d'organiser le travail, d'utiliser les bénéfices est confisqué par une poignée de grands actionnaires qui ruinent notre pays, ses travailleurs et travailleuses. L'heure est venue de faire grandir les pouvoirs de décision économique pour les travailleurs, travailleuses et usagers, en France, en Europe et dans le monde. Dans le même mouvement, nous portons l'ambition de garantir à chacune et chacun le droit à un travail émancipé et à du temps libéré.

*Alors que l'utilisation capitaliste de la révolution numérique conduit à des destructions massives d'emplois et au développement effréné de la précarité jusqu'à l'uberisation des activités, décidons au contraire, collectivement, de l'usage que nous voulons en faire. Les potentialités de cette révolution permettent, en effet, de tout autres perspectives : développer de nouveaux métiers, réduire le temps de travail au profit d'autres activités humaines, pour dépasser le marché du travail avec la création d'une sécurité de l'emploi et de la formation. Faire vivre concrètement l'idée qu'il y a une alternative historique à la subordination des individus au marché de l'emploi. Il est temps de redéfinir ce qu'est le travail et de révolutionner le mode d'accès à des moyens d'existence, en instituant un régime de **salaire à vie** . Un tel régime socialiserait l'ensemble de la valeur économique produite.*

***Protéger et développer les services publics.** Les capitalistes veulent tout privatiser, tout transformer en marchandise. Ils font subir un traitement de choc aux services publics en les privant de moyens humains, financiers et en soumettant leur gestion au dogme de la rentabilité jusqu'à les entraver dans leurs missions. La situation de l'hôpital public en est le témoin. Nous devons au contraire les promouvoir pour répondre aux besoins humains et relever le défi écologique : pas de démocratie ni de métiers d'avenir sans système éducatif à la hauteur de la révolution des connaissances ; pas d'accès aux soins pour toutes et tous, pour une protection sociale du XXI^e siècle sans service public de santé et secteur public du médicament ; pas de réponse au défi climatique sans service public de l'énergie ou du transport ferroviaire. Le statut de la fonction publique est essentiel pour relever ces défis car il garantit l'égalité, l'indépendance et la responsabilité des fonctionnaires.*

A introduire point 5.2

Le Parti communiste français vise plus que jamais la conquête du pouvoir d'État.

Dans la mondialisation capitaliste, le rôle des États reste majeur et le Parti communiste français ne saurait se désintéresser de l'État français, 6^e puissance mondiale. Nous avons déjà détenu une petite part du pouvoir d'État, ce qui a puissamment contribué à apporter des transformations profondes à notre pays : droit de vote et d'éligibilité des femmes, Sécurité sociale, statut général de la fonction publique, nationalisations, loi de solidarité et de renouvellement urbains... Dans une situation qui appelle des transformations plus radicales encore, mêlant processus au long cours, seuils et ruptures, le Parti communiste français vise plus que jamais la conquête du pouvoir d'État.

Pour autant, le PCF ne vise pas à se substituer simplement à une autre force à la tête de cette machinerie. Cette conquête vaut pour nous en ce qu'elle s'inscrit dans notre combat visant à ce que ceux et celles qui produisent les richesses gagnent le pouvoir de décider.

Nous visons, dans ce sens, la constitution d'une nouvelle République.

Tout le pouvoir ne réside pas, ni n'a vocation à résider dans l'État. Les lieux de pouvoir sont pluriels. Nous visons la conquête de pouvoirs des salarié·e·s à l'échelle de l'entreprise.

Nous visons la conquête de pouvoirs dans les différentes institutions, trop souvent fermées à l'initiative et au contrôle populaires. Nous visons la conquête de pouvoirs dans les collectivités. Dans ce sens, nous aspirons à une décentralisation des pouvoirs au plus près des citoyennes et des citoyens et nous mobilisons contre le démantèlement de la **démocratie de proximité**.

A introduire point 6-5

Statuts

1- Amendement aux statuts pour supprimer la possibilité de textes alternatifs. Je ne développe pas, chacun a pu mesurer les dérives que cela produit!

2- Le CN doit être réduit en nombre de manière significative et notamment cesser d'être une armée mexicaine qui sous couvert d'équilibre de « sensibilités » conduit à l'inefficacité. Sensibilités forcément représentée par les secrétaires départementaux membres de droit.

A introduire point 6-7

Parmi les grandes priorités immédiates : créer un média TV clairement identifié comme étant le média TV du PCF.

(Plusieurs contributions posent la question de notre visibilité médiatique et je pense que nous pourrions porter un amendement qui pointe la nécessité de créer un média TV **clairement identifié comme étant le média TV du PCF**.

Ce qui n'exclue évidemment pas l'invitation de non communistes pour des débats, des tables rondes mais à la différence de « l'Huma des débats » (que j'apprécie beaucoup par ailleurs) avec toujours la mise en exergue des désaccords ou accords du PCF avec les positionnements exprimés.

Beaucoup s'expriment sur la nécessité de formation des communistes et je pense que cela pourrait être un des vecteurs de cette formation indispensable pour mener le débat avec nos concitoyens.

Nous ne partons pas de rien avec nos organes de presses écrites "amis" tel l'Huma, la Marseillaise, le Patriote, le Travailleur Catalan et sans doute d'autres moins de ma région que je ne connais pas sont autant de points d'appui. Avec aussi nos camarades techniciens, journalistes des TV publiques ou privées qui ont le savoir faire.

Je constate aussi pléthores de "reportages" amateurs qui circulent sur les réseaux sociaux et qui sont autant de témoignages de luttes syndicales, associatives, sans oublier les publications des prises de parole aux Assemblée de nos élus députés ou sénateurs.

Donc nous avons la matière, le savoir faire. Sans doute se pose la question des moyens. Mais ce que LFI a fait me semble être à notre portée.

Je ne suis pas technicien de l'audiovisuel et peut être un doux rêveur mais quand je vois l'énergie de bien des camarades à partager des messages sur Facebook, Twitter, etc, je pense que la publicité serait via les réseaux sociaux d'une efficacité remarquable!

Bref, j'imagine à terme le «contre JT» du PCF avec des images d'actualités des luttes des salariés, des peuples, des interventions de nos élus....., suivi ou précédé de séances avec du théâtre, du cinéma, des concerts, des débats, pourquoi pas de jeux.....

Ce serait à ce média de montrer la conception des communistes pour la culture et l'information libre qui n'ait pas pour seul objectif de laisser libre la part de cerveau apte à recevoir la publicité!)

Jacques PONGY